

TERMES DE REFERENCE POUR UNE MISSION D'EXPERTISE

ETUDE SUR LE PAYSAGE INSTITUTIONNEL DU PROCESSUS DE REFORME LEGISLATIVE AU MAROC.

Contexte :

L'Institut danois des droits de l'Homme (**IDDH**) travaille avec ses partenaires au Maroc pour accompagner le système national des droits de l'Homme (**SNDH**). Un tel système comprend un certain nombre d'acteurs et de processus intervenant en matière de réforme législative. Le bon fonctionnement de ce système suppose que ses différents acteurs établissent des processus d'interaction et de coordination permettant de collaborer entre eux soit d'une manière directe ou indirecte afin d'assurer une transformation en un véritable système qui protège les droits de l'Homme conformément aux obligations nationales et internationales de l'Etat dans ce domaine.

De même, un cadre législatif solide constitue une condition sine qua non d'un système national des droits de l'Homme effective et efficace. Les différents processus liés au cadre législatif et à l'application des lois reflètent le statut de l'Etat de droit dans la société. Le cadre législatif doit s'adapter de manière adéquate aux changements survenant dans la société et doit se mettre en harmonie avec les obligations internationales de l'Etat.

Dans le cadre d'un système national des droits de l'Homme, un certain nombre d'acteurs interviennent pour :

- Identifier les réformes nécessaires à une meilleure protection des droits de l'homme au niveau national ;
- Initier les processus de réforme législative nécessaires ;
- Assurer les consultations nécessaires lors de ce processus avec les acteurs concernés ;
- Faire adopter les réformes.

Afin de renforcer sa connaissance du système national des droits de l'Homme au Maroc pour mieux soutenir le travail déjà en cours avec les partenaires marocains (La Délégation interministérielle des droits de l'Homme et le Ministère de la Justice), l'Institut danois des droits de l'Homme - IDDH envisage de lancer une étude dans le but de mieux comprendre le paysage institutionnel du processus de réforme législative au Maroc. Il s'agira en particulier d'analyser les mécanismes et circuits en lien avec les engagements du pays dans le domaine des droits de l'Homme, ainsi que leur fonctionnement et les différents mécanismes d'interaction et de collaboration entre ses acteurs. L'étude va ainsi envisager les acteurs publics jouant un rôle moteur dans le processus de réforme législative tout en examinant aussi le cadre normatif et les autres acteurs marocains les plus à même de jouer un rôle dans de tels processus de réforme législative, ainsi que les processus mis en œuvre dans le cadre de telles réformes.

Résultats attendus et objectives :

L'Institut danois des droits de l'Homme est à la recherche d'un(e) consultant(e) pour réaliser une étude sur le paysage institutionnel du processus de réforme législative au Maroc.

L'étude a pour objectif d'identifier, documenter et analyser les acteurs, leur fonctionnement dans le processus de réforme législative au Maroc, en y incluant les défis rencontrés au sein de l'infrastructure

étatique des droits de l'Homme. L'analyse des acteurs publics impliqués dans le processus de réforme législative doit donc inclure une cartographie et une analyse intégrée de plusieurs acteurs publics du système national des droits de l'Homme, de leurs missions/mandats, de leur rôle effectif et des interactions qui existent entre eux ainsi qu'avec d'autres acteurs du système national et supranational des droits de l'Homme. Il est attendu que l'étude délivre les résultats suivants :

- Une cartographie des acteurs publics impliqués dans le processus de réforme législative ainsi que de leurs mandats et missions ;
- Une analyse du rôle joué, en pratique, par les acteurs publics du SNDH impliqués dans le processus de réforme législative ainsi que les interactions entre ces acteurs, avec d'autres acteurs du système national ou avec les acteurs des systèmes supranationaux (international et régional) ;
- Une analyse des défis et obstacles que rencontrent ces acteurs au sein de l'infrastructure étatique des droits de l'Homme.

Phases de l'étude et calendrier prévisionnel :

Le(a) consultant(e) va mener l'étude selon les phases suivantes. Veuillez noter que les dates sont indicatives. Les dates exactes seront fixées avec le(a) consultant(e) :

1. Phase 1 (Janvier - Février 2024) :

- Cartographie préliminaire des acteurs et note méthodologique (plan détaillé et méthodologie incluant les données empiriques à rassembler – 10 pages) (à remettre le 29 février 2024)

2. Phase 2 (Mars – Avril 2024) :

- Commentaires sur le plan détaillé et la méthodologie
- Rédaction de l'étude : cartographie et analyse (50 à 60 pages à remettre le 30 avril 2024)

3. Phase 3 (Mai - Juin 2024) :

- Commentaires sur l'étude, derniers ajustements et finalisation de l'étude (30 juin 2024)

Qualifications recherchées :

Le(a) consultant(e) doit répondre aux critères ci-après :

- Un diplôme universitaire de minimum Bac+5 en droit, sciences juridiques et/ou en droits de l'Homme, PhD est un atout ;
- Une expérience professionnelle avérée d'au moins 7 ans dans la recherche en matière des droits de l'Homme, incluant la publication de rapports et articles correctement référencés
- De très bonnes capacités rédactionnelles en arabe et en français ; la connaissance de l'anglais est un atout.
- Une très bonne connaissance du contexte national marocain et une capacité d'analyser et documenter le rôle d'acteurs publics, en pratique, dans ce contexte national
- La capacité de réaliser le travail dans les délais impartis

OFFRE DES SOUMISSIONNAIRES

Le dossier de candidature devra comprendre une offre technique et une offre financière. Les consultant(e)s intéressé(e)s devront faire parvenir leur offre au plus tard le 22 décembre 2023, par courrier électronique à l'adresse suivante faha@humanrights.dk . L'offre technique doit comprendre les éléments suivants :

- Une synthèse de la compréhension des termes de référence, incluant la méthodologie proposée
- Un CV à jour du consultant(e)
- Des publications scientifiques et similaires dans le domaine des droits de l'Homme